

**Unité Départementale Aube – Haute-Marne**

TROYES, le 17 septembre 2025

Nos réf. : SAU/AV/MT n° 25-517

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 11/09/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur 

#### **NEXSTONE**

Lieux-dits « Les Communes, Les Grands Hauts du Frêne et Pièce des Quarante »  
10400 LA VILLENEUVE-AU-CHÂTELOT

Code AIOT : 0005703457

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 11 septembre 2025 dans l'établissement NEXSTONE implanté aux lieux-dits « Les Communes, Les Grands Hauts du Frêne et Pièce des Quarante » 10400 LA VILLENEUVE-AU-CHÂTELOT. L'inspection a été annoncée le 13 août 2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection des installations classées a été alertée sur la gestion et l'avancement de la remise en état de la carrière exploitée par la société NEXSTONE et située à LA VILLENEUVE-AU-CHÂTELOT. De ce fait, une visite d'inspection a été programmée le 11 septembre 2025.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- NEXSTONE
- Lieux-dits « Les Communes, Les Grands Hauts du Frêne et Pièce des Quarante »  
10400 LA VILLENEUVE-AU-CHÂTELOT
- Code AIOT : 0005703457
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société Carrières et Matériaux Grand Ouest (CMGO), dénommée NEXSTONE – ex Carrières et Matériaux Nord-Est (CMNE), ex MORGANI-, exploite la carrière de matériaux alluvionnaire à ciel ouvert sur la commune de LA VILLENEUVE-AU-CHATELOT, sous couvert de l'arrêté préfectoral n° 2012096-0017 du 5 mai 2012 modifié.

La fin de l'autorisation d'exploiter la carrière est au 13 juillet 2026. L'extraction des matériaux est terminée, la période restante d'exploitation est consacrée à la finalisation des travaux de remise en état.

De par les enjeux écologiques présents sur la parcelle ZK 38, cette dernière a été exclue du périmètre autorisé par arrêté préfectoral complémentaire n° DDT-SG-2016082-0002 du 22 mars 2016, avec toutefois le maintien d'une mesure compensatoire suivie par l'exploitant.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Préservation du milieu naturel	AP Complémentaire du 05/05/2021, article 2	Demande d'action corrective	1 mois
2	Remise en état finale	AP Complémentaire du 05/05/2021, article 3	Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitation a cumulé divers aléas engendrant du retard sur l'extraction mais aussi sur la remise en état du site et sa gestion.

La visite a permis de constater qu'il reste un certain nombre de travaux à engager pour finir la remise en état du site et que des actions de gestion doivent être rapidement mises en place pour retrouver un milieu et un habitat à minima conforme à ce qui est attendu dans l'autorisation. Il est attendu que l'exploitant transmette sous un délai d'un mois un plan représentant les zones arbustives à conserver, ainsi qu'un échéancier des actions de gestion et de finalisation de la remise en état à mettre en œuvre. Par ailleurs, il a été observé la présence de déchets plastiques flottants sur la partie sud de la parcelle ZK 10 que l'exploitant s'est engagé à retirer sous une semaine.

La remise en état du site prévue est à vocation écologique, développement de zones humides. De ce fait, lors de la visite, le CENCA propose de faire une table ronde, avant la fin de l'autorisation (début d'automne 2026), avec les propriétaires, l'exploitant et les services de l'État pour évoquer comment maintenir une gestion pérenne des parcelles post exploitation.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Préservation du milieu naturel

<b>Référence réglementaire :</b> AP Complémentaire du 05/05/2021, article 2
<b>Thème(s) :</b> Autre, Suivi écologique
<b>Prescription contrôlée :</b> L'article 11 « Préservation du milieu naturel » de l'arrêté préfectoral n° 2012096-0017 du 5 avril 2012 est complété comme suit : « Le suivi écologique des mesures conservatoires et correctrices veille également à suivre les conditions de rétablissement de la fonctionnalité des zones humides pour le terrain correspondant au comblement du secteur Nord "Pièce des Quarante" et du secteur Nord "Les Communes". La convention de partenariat avec le conservatoire régional d'espaces naturels et l'association nature du nogentais pour la gestion et le suivi des prairies humides prévue par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2016082-0002 du 22 mars 2016 est actualisée et complétée avec le secteur Nord "Pièce des Quarante" et avec le secteur Nord "Les Communes". »
<b>Constats :</b> Une convention de partenariat existe, sur la durée de l'exploitation de la carrière, avec le CENCA, l'Association Nature du Nogentais (ANN) et l'exploitant. Des bilans annuels sont établis à la suite des suivis réalisés. L'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les bilans des suivis 2024. Le bilan concernant la gestion des mesures compensatoires (suivis scientifiques et techniques) met en évidence un manque d'entretien régulier des parcelles concernées par ces suivis (parcelles ZK 38, ZK 44 à ZK49). L'entretien (fauche et/ou broyage selon l'objectif visé) n'a pas été réalisé en 2023 ni en 2024. Le jour de la visite l'entretien n'était pas réalisé. Il est, en effet, constaté une végétation bien développée, des ligneux qui se sont densifiés et qui s'apparentent par endroit à une saulaie. L'exploitant indique que le retard sur l'entretien est en partie dû aux conditions météorologiques ne permettant pas l'accès aux parcelles mais aussi à un retard global sur l'exploitation de la carrière et sur la remise en état du site. Concernant la parcelles ZK 38, cette dernière avait fait l'objet d'une plainte en 2023 suite à une pratique de moto-cross non autorisée sur la parcelle depuis quelques mois. Il est noté que cette parcelle, présentant des enjeux écologiques, a été exclue du périmètre autorisé en 2016 avec toutefois le maintien d'une mesure compensatoire suivi par l'exploitant (APC n° DDT-SG-2016082-0002 du 22 mars 2016). De ce fait l'entretien est mis en œuvre par le propriétaire. L'exploitant s'est engagé à recontacter le propriétaire de la parcelle afin que l'entretien soit réalisé avant fin novembre 2025. Il s'est également engagé à réaliser l'entretien attendu sur les autres parcelles mentionnées ci-dessus ainsi que sur le reste du site d'ici fin novembre 2025. Concernant l'accessibilité des différentes parcelles, pouvant présenter un sol humide, il convient d'adapter le matériel utilisé, soit des engins légers pour milieux humides.
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b> Il est demandé à l'exploitant de réaliser l'entretien attendu, prévu et préconisé par les écologues afin de répondre aux objectifs visés par l'autorisation en vigueur. A ce titre, un échéancier /plan d'actions est établi par l'exploitant sous un délai d'un mois. Cet échéancier présente notamment les zones d'interventions, dates d'intervention et type d'intervention. L'entretien des parcelles est réalisé avant fin novembre 2025. L'exploitant transmet à l'inspection les justificatifs de la bonne réalisation de l'entretien (photos, factures).
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 05/05/2021, article 3

**Thème(s) :** Risques chroniques, Remise en état finale

**Prescription contrôlée :**

L'article 12.2 « Remise en état » de l'arrêté préfectoral n° 2012096-0017 du 5 avril 2012 est modifié comme suit :

« L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant. Sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter, la remise en état du site affecté par l'exploitation doit être achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation et l'extraction de matériaux commercialisables ne doit plus être réalisée un an au moins avant l'échéance de l'autorisation.

La remise en état sera conforme aux dispositions contenues dans le dossier de demande d'autorisation.

L'exploitant devra nettoyer l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, supprimer toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site.

La remise en état consistera pour partie à un remblaiement total puis à la restitution de terrains en prairies inondables d'environ 22,8 ha ; 16,45 ha au Sud du site et d'environ 6,4 ha au Nord du site. Détail des parcellaire :

Il sera utilisé pour le remblaiement exclusivement des matériaux minéraux (craie, pierres naturelles, calcaire...).

Les prairies seront reconstituées à des hauteurs variant de 0 à -60 cm par rapport au TN, afin de créer des dépressions.

D'autre part, la remise en état consistera en la création de 2 plans d'eau à vocation halieutique et écologique de 7,08 ha et 7,03 ha et comprendra :

- la mise en sécurité des fronts,
- les berges en pente douces (inférieure ou égale à 15°), des berges sableuses (10 à 15°), des berges intermédiaires (30°), des berges doubles, des berges filtrantes par surverse et des berges filtrantes (45°),
- des hauts fonds mis en place sur au moins 20% du linéaire de berges,
- une sinuosité des berges des plans d'eau accentuée, afin d'adoucir la linéarité des limites du parcellaire,
- la création de mares à amphibiens,
- la restitution d'environ 20 ha de zones humides (hors les 16,45 ha de la partie Sud et les 6,4 ha de la partie Nord),
- le rétablissement du sentier de randonnée qui sera bordé d'une haie arbustive constituée d'espèces locales,
- la création des bosquets et des haies arbustives en différents endroits sur le pourtour des plans d'eau.
- le rétablissement du chemin rural « De la Soixante » d'une emprise de 1 300 m<sup>2</sup>

Les modalités de remise en état sont fixées par le plan de remise en état finale du site joint en annexe du présent arrêté. ».

**Constats :**

Le bilan des suivis scientifiques et techniques mentionné au point précédent met également en évidence un retard dans la réalisation de la remise en état du site.

Le jour de la visite, il est constaté que les phases 1 d'exploitation n'étaient toujours pas remises en état. Or, conformément à la réglementation, la remise en état d'une carrière est coordonnée à l'avancement de l'exploitation. Les phases 2 de l'exploitation sont quasi terminées.

Les parcelles de la phase 1 (ZK 10 - 11 - 44 - 45 -46) sont des zones de stockage de terres végétales, d'inertes et de matériels d'exploitation restant à retirer.

L'exploitant explique que ce retard est dû à un cumul de divers facteurs : la période COVID a généré un retard d'exploitation (extraction de matériaux), a demandé un stockage d'inertes pendant quelques mois. Puis l'apport de ces inertes est devenu plus difficiles et enfin les conditions météorologiques sur fin 2023 et 2024 ont rendus les terrains inaccessibles (inondés).

L'exploitant précise qu'afin d'avancer sur la remise en état, qui est en cours de réalisation, il a fait appel à une société extérieure pour finaliser les travaux.

La remise en état comprend deux plans d'eau, ces derniers sont présents, où certaines zones restent à finaliser (au sud du plan d'eau de la ZK 10 et l'ouest et nord-ouest du second plan d'eau).

La constitution des zones humides reste à travailler et à finaliser, notamment les parcelles identifiées en phase 1. La reconstitution du chemin de randonnée reste à faire ainsi que le chemin rural « De la Soixante ».

Concernant la création de bosquets et de haies arbustives à différents endroits sur les pourtours des plans d'eau, la végétation ayant évolué et s'étant densifiée, l'exploitant s'est engagé à faire un entretien en maintenant certaines espèces permettant de créer des bosquets et haies. L'exploitant s'appuiera sur les avis des écologues pour cette sélection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant établit un échéancier des travaux à mener pour finir la remise en état attendue. Cet échéancier peut s'intégrer à celui attendu au point précédent.

Concernant les bosquets et haies, l'exploitant établit un plan en localisant les zones créées par le maintien de la végétation. Ces éléments sont transmis à l'inspection des installations classées sous un délai d'un mois.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois